

Référendum en Egypte : près du Caire, la résignation des habitants

Le scrutin, qui a peu mobilisé les électeurs, devrait permettre au président Sissi de rester jusqu'en 2030

LE CAIRE - *envoyée spéciale*

À quelques dizaines de mètres du bureau de vote de la rue principale d'une bourgade agricole de 50 000 habitants, près de Mounib, dans la province de Gizeh, au sud du Caire, des dizaines de femmes vêtues de djellabas et de voiles colorés défilent sous une tente installée par l'une des grandes familles locales, lundi 22 avril. Une banderole proclame le soutien de la famille au projet de révision constitutionnelle sur lequel 61 millions d'Égyptiens ont été appelés à se prononcer par référendum du 20 au 22 avril, dont les résultats devraient être connus dans la semaine.

L'amendement-phare devrait permettre au président Abdel Fattah Al-Sissi de rester au pouvoir jusqu'en 2030. Après avoir montré leur annulaire maculé d'encre rose, preuve de leur passage à l'isoloir, ces électrices récupèrent un coupon tamponné qu'elles s'empressent d'aller échanger à côté contre un colis alimentaire, sous l'œil passif des policiers qui sécurisent le scrutin. Les employés locaux et les agents

du bureau de vote font mine de ne pas savoir ce qui se passe dehors. À l'échelle nationale, l'Organisme général de l'information assure qu'il ne s'agit que de cas isolés dont « l'objectif est d'encourager les gens à voter, et non pas à les diriger vers un choix précis ».

Ces techniques d'achat de vote, que *Le Monde* a pu aussi observer devant plusieurs bureaux du centre-ville du Caire, sont récurrentes dans les scrutins égyptiens. Cette fois, les soutiens du président Sissi – hommes politiques, hommes d'affaires et dignitaires locaux – se sont mobilisés pour

encourager la participation, principal enjeu d'un scrutin qui passionne peu la rue égyptienne.

« Bonne participation »

« Les chefs des quatre grandes familles locales se sont arrangés avec la sécurité : l'un finance les tentes, l'autre les colis, un autre les minibus qui amènent les gens, le dernier les jus de fruits. Ils sont toujours avec les autorités car ils ont leurs business, dans l'agriculture et l'industrie. Ils étaient avec [l'ancien président] Moubarak avant, ils sont avec Sissi aujourd'hui », assure Saïd (les prénoms

ont été modifiés), un quadragénaire, homme d'affaires issu d'une des grandes familles locales. « Ils donnent les colis aux femmes car elles sont plus faciles à contrôler et parce que beaucoup d'hommes trouvent honteux d'aller récupérer un colis », ajoute-t-il.

Dans le bureau de vote sur la rue principale, la participation à la mi-journée lundi était jugée « bonne » par un juge chargé de superviser le référendum. Sur près de 4300 inscrits, plus de mille étaient passés à l'isoloir à quelques heures de la fin des trois jours de scrutin. Quelques personnes interrogées à la sortie de l'isoloir disent s'être déplacées pour « donner au pays la stabili-

té » et soutenir le président Sissi « qui a amené l'Égypte vers le progrès », sans pouvoir détailler le menu des amendements.

Ihab, un journaliste de 28 ans du quotidien *Al-Wafd*, organe du parti du même nom, rattaché à la majorité présidentielle, soutient les changements. « Les amendements sont nécessaires pour la période que nous traversons, surtout l'extension du mandat présidentiel. M. Sissi a fait du super

boulot : il a remis sur pied les institutions, donné progrès et force à l'Égypte, surtout à l'étranger. On a besoin de stabilité et de reconstruire le pays après la période révolutionnaire, on verra ensuite pour la démocratie », justifie-t-il, après avoir vu la révolution du 25 janvier 2011, « un rêve » auquel il a participé, virer au chaos. « Je n'adhère pas forcément à tout ce qu'a fait le président Sissi, ni à tous les amendements », précise-t-il, regrettant des résultats « un peu faibles dans le domaine culturel, de la santé et de l'économie ».

Le renversement par l'armée en juillet 2013 du président islamiste Mohamed Morsi avait divisé, sans opposer, les habitants de la bourgade. Une majorité

Après avoir voté, les électrices récupèrent un coupon qu'elles s'empressent d'échanger à côté contre un colis alimentaire

s'était ralliée au général Sissi, homme fort de l'armée, élu président en 2014, pour qu'il ramène l'Égypte sur la voie de la stabilité et de la sécurité, après trois ans de soubresauts postrévolutionnaires. D'autres, membres des Frères musulmans ou prorévolutionnaires, se sont résignés. Mahmoud, un quinquagénaire, ouvrier en bâtiment, est un soutien de la première heure. « J'ai soutenu Sissi dès 2013 car il a promis de nous ramener à l'époque de Moubarak. La situation était formidable. Et les médias nous ont dit que si on ne votait pas pour lui, on finirait comme la Sy-

rie ou le Yémen », explique-t-il.

« Pourquoi perdre mon temps ? » Son soutien s'est étioilé au fil de la dégradation de l'économie. Beaucoup d'Égyptiens sont durement affectés par les mesures d'austérité mises en œuvre depuis 2016. Mahmoud n'est allé voter ni à la présidentielle de 2018, où M. Sissi a été réélu pour quatre ans, ni au référendum. « Pourquoi perdre mon temps ? Que j'y aille ou pas, on connaît le résultat... C'est du spectacle pour les Américains », dit-il. L'ouvrier en bâtiment prête

pour autant peu d'attention aux critiques de l'opposition et des organisations de défense des droits de l'homme qui dénoncent la « dérive autoritaire » du président Sissi et un « référendum anticonstitutionnel ». « Je le soutiendrai à nouveau quand il ramènera du boulot. Ça m'importe peu qu'il reste jusqu'en 2030, tout ce qui m'importe, c'est le business », ajoute-t-il.

Mahmoud a envoyé sa femme voter pour récupérer le colis alimentaire. « Toute notre vie, on nous a dit que les Frères musulmans paient les gens pour aller voter et que c'est honteux. Aujourd'hui, ils nous paient pour faire exactement pareil, mais en plus avec l'argent du peuple ! », justifie-t-il.

Un choix que déplore Ahmed, un diplômé en commerce de 34 ans, qui travaille dans le bâtiment. « Ils utilisent notre faim. Je suis une personne éduquée : pensez-vous que je vais détruire l'avenir de mes enfants pour un colis de 100 livres égyptiennes [environ 5 euros] ? », dit-il. Depuis 2013, il boycotte tous les scrutins car « il n'y a plus de liberté ». ■

HÉLÈNE SALLON